

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Village de Vaudreuil-sur-le-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire

Danielle Coupal

Date

1.1 1 juin 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac** au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité de Vaudreuil-sur-le-Lac** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 1er juin 2026

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
				Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	2 485 210	2 452 165	2 335 011
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3			
Transferts	4	123 752	1 556 740	1 128 757
Services rendus	5	70 939	149 599	77 587
Imposition de droits	6	154 300	402 246	211 094
Amendes et pénalités	7	1 000	7 375	(1 699)
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	15 000	46 441	92 476
Autres revenus	10	1 000	502 113	1 500
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 851 201	5 116 679	3 844 726
Charges				
Administration générale	14	775 787	818 635	776 505
Sécurité publique	15	614 780	537 951	491 113
Transport	16	422 548	521 707	442 059
Hygiène du milieu	17	724 740	843 239	1 027 460
Santé et bien-être	18	19 986	19 599	9 865
Aménagement, urbanisme et développement	19	202 142	232 638	271 319
Loisirs et culture	20	132 999	209 687	244 264
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	44 182	32 681	12 015
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 937 164	3 216 137	3 274 600
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(85 963)	1 900 542	570 126
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 433 806	5 847 476
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(32 189)	(15 985)
Solde redressé	28		6 401 617	5 831 491
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		8 302 159	6 401 617

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 143 125	212 921
Débiteurs (note 5)	2	808 015	1 891 887
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	1 951 140	2 104 808
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 092 108	1 275 739
Revenus reportés (note 11)	12	49 403	48 545
Dette à long terme (note 12)	13	1 555 052	464 432
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	153 773	147 859
	16	2 850 336	1 936 575
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(899 196)	168 233
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	9 171 456	6 207 176
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	29 899	26 208
	23	9 201 355	6 233 384
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	8 302 159	6 401 617
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	8 302 159	6 401 617
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	8 302 159	6 401 617
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
				Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(85 963)	1 900 542	570 126
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	3 329 575)(	1 272 236)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		365 295	346 089
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 964 280)	(926 147)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(3 691)	(3 450)
	13		(3 691)	(3 450)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(85 963)	(1 067 429)	(359 471)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		316 092	669 876
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(147 859)	(142 172)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		168 233	527 704
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(899 196)	168 233

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 900 542	570 126
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	365 295	346 089
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres	4.1		
	5	2 265 837	916 215
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 083 872	(1 043 957)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(180 390)	586 202
Revenus reportés	9	858	2 295
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(3 691)	(3 450)
	14	3 166 486	457 305
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	3 326 902) (	1 272 236)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(3 326 902)	(1 272 236)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	)	)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	)	)
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 457 700	86 400
Remboursement de la dette à long terme	26 (	368 177) (	170 392)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	1 097	1 173
Autres	29.1		
	30	1 090 620	(82 819)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	930 204	(897 750)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	212 921	1 110 671
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	212 921	1 110 671
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	1 143 125	212 921

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. La première session du conseil a eu lieu le 2 juillet 1920. Elle est dirigée par un conseil. La municipalité est responsable des activités municipales à caractère local.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La municipalité est responsable d'environ 1,23 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La municipalité fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La municipalité est responsable d'environ 0,04 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la durée de vie utile des immobilisations, la provision à l'égard des obligations liées à la mise hors service des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations :
- pour le passif constaté : sur la durée de vie restante des actifs correspondants.

i) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation et des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, (à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer), les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 143 125	212 921
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
-	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 143 125	212 921
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 143 125	212 921
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	439 305	212 921
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	322 700	86 400

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les équivalents de trésorerie au 31 décembre 2025 sont constitués d'un compte Avantage entreprise au montant de 1 010 398 \$ (2024: 87 943 \$).

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	113 374	142 938
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	44 603	543 518
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	22 453	747 200
Organismes municipaux	13	440 637	191 134
Autres			
▪ Intérêts	14.1	12 118	25 901
▪ Mutations et autres	14.2	174 830	241 196
	15	808 015	1 891 887
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	15 415	34 449
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24		403 874
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25		
Ministère de la Culture et des Communications	26		
Autres ministères/organismes	27	44 603	139 644
	28	44 603	543 518

Note**6. Prêts**

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 130 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2025, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

La municipalité bénéficie également de deux emprunts temporaires en lien avec des règlements d'emprunts pour des projets d'investissement. Le montant total autorisé pour ces deux emprunts est de 5 054 000 \$ et portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2025, le solde non utilisé est de 5 054 000 \$.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	124 090	152 893
Salaires et avantages sociaux	45	58 404	36 360
Dépôts et retenues de garantie	46	13 283	120 825
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Organismes municipaux	48.1	874 444	964 552
▪ Intérêts courus sur dette à long terme	48.2	21 887	1 109
	49	1 092 108	1 275 739

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	7 572	8 934
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	31 460	29 240
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	10 371	10 371
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres	62.1		
	63	49 403	48 545

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externes s'élèvent à 31 460 \$ (2024 - 29 240 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 10 371 \$ (2024 - 10 371 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,75	6,70	2027	2055	64	1 555 052	465 529
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	1 555 052	465 529
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	(1 097)
					72	1 555 052	464 432

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73		59 625			59 625
2027	74		61 026			61 026
2028	75		61 764			61 764
2029	76		62 232			62 232
2030	77		46 552			46 552
2031 et plus	78		1 263 853			1 263 853
	79		1 555 052			1 555 052
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		1 555 052			1 555 052

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices excluent les refinancements qui devront être réalisés aux échéances suivantes :

- 2030 : 1 259 900 \$

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	19 832
Régimes de retraite des élus municipaux	89	5 458
	90	25 290
		11 353
		6 550
		17 903

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	153 773	147 859
Autres			
▪	93.1		
	94	153 773	147 859
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	147 859	142 172
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97 ()		
Charge de désactualisation ¹	98	5 914	5 687
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	153 773	147 859

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement la présence d'amiante, de plomb et autres matériaux contaminés dans les bâtiments de l'hôtel de ville, la salle communautaire, le centre des loisirs et la station de pompage.

Principales hypothèses utilisées

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4.00%
Période d'actualisation*	13 ans
Taux d'inflation	3.00%

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 155 000 \$ (155 000 \$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	2 389 839	226 199		2 616 038
Eaux usées	102	3 006 709			3 006 709
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	4 179 250		404 080	3 775 170
Autres					
▪ Parcs, terrains de jeux et quais	104.1	1 133 536			1 133 536
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 174 701	43 594		1 218 295
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108				
Ameublement et équipement de bureau	109	22 361	24 380	8 727	38 014
Machinerie, outillage et équipement divers	110	27 161	45 180		72 341
Terrains	111	184 736	3 022 851		3 207 587
Autres	112				
	113	12 118 293	3 362 204	412 807	15 067 690
Immobilisations en cours	114	37 482	(32 629)		4 853
	115	12 155 775	3 329 575	412 807	15 072 543
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	895 321	62 573		957 894
Eaux usées	117	2 174 640	40 117		2 214 757
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 663 249	161 508	404 080	1 420 677
Autres					
▪ Parcs, terrains de jeux et quais	119.1	596 998	56 430		653 428
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	588 508	37 029		625 537
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123				
Ameublement et équipement de bureau	124	21 310	2 891	8 727	15 474
Machinerie, outillage et équipement divers	125	8 573	4 747		13 320
Autres	126				
	127	5 948 599	365 295	412 807	5 901 087
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	6 207 176			9 171 456
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note

17. Actifs incorporels achetés

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note

18. Autres actifs non financiers

	2025	2024
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	27 003
▪ Autres	143.2	2 896
Autres		
▪	144.1	
	145	29 899
		26 208

Note

19. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée dans un contrat de trois ans se terminant le 30 juin 2028 pour la collecte, le transport et la disposition des matières résiduelles. De plus, elle s'est engagée dans un contrat de cinq ans se terminant le 31 décembre 2029 pour le déneigement des rues. Les montants nets à verser au cours des quatre prochains exercices sont les suivants :

2026	2027	2028	2029
210 311 \$	211 150 \$	184 528 \$	94 489 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 937 698 \$ à la municipalité pour des travaux admissibles. La municipalité doit également investir 39 514 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucun montant a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 937 698 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146,1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148,1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Les opérations liées aux activités d'investissement qui n'entraînent pas de mouvement de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie et qui sont exclues de l'état des flux de trésorerie sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses :	2025	2024
- dans les créditeurs et les charges à payer	2 673 \$	- \$

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2025, la municipalité a choisi d'appliquer la norme SP 3280 de façon prospective en date du 1er janvier 2023. Puisque cette norme n'avait pas été adoptée dans les états financiers de 2023, les états financiers de 2024 ont été redressés afin que les états financiers de 2025 soient conformes à la norme SP 3280. Ce redressement a eu les impacts suivants sur les soldes au 1er janvier 2024:

Immobilisations corporelles	126 187 \$
Autres passifs - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(142 172) \$
Excédent de fonctionnement non affecté	15 985 \$
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	126 187 \$
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	(126 187) \$

De plus, les résultats de l'exercice 2024 ont également été redressés de la façon suivante:

Charges de désactualisation	5 687 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	10 517 \$
Affectation - Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(10 517 \$)

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la municipalité.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Non en souffrance	451 604	1 206 665
En souffrance :		
moins de 30 jours	39 134	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	1 935	175 670
	492 673	1 382 335
Moins la provision pour créances douteuses	(-)	(-)
	492 673	1 382 335

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2025

	<u>Moins</u> <u>d'un an</u>	<u>De 1 à</u> <u>3 ans</u>	<u>De 4 à</u> <u>5 ans</u>	<u>Plus de</u> <u>5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunt	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 038 749	-	-	-	1 038 749
Intérêts courus à payer	21 887	-	-	-	21 887
Dettes	59 625	185 022	94 905	1 215 500	1 555 052
	1 120				2 615 688
	261	185 022	94 905	1 215 500	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2024

	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunt	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 243 855	13 000	–	–	1 256 855
Intérêts courus à payer	1 109	–	–	–	1 109
Dettes	45 477	125 814	65 485	228 753	465 529
	1 290				1 723 493
	441	138 814	65 485	228 753	

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé aux risques suivants :

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2025			
	<u>Taux d'intérêt fixe</u>	<u>Taux d'intérêt variable</u>	<u>Total</u>
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 142 564	-	1 142 564
Passifs financiers			
Dettes	1 555 052	-	1 555 052

31 décembre 2024			
	<u>Taux d'intérêt fixe</u>	<u>Taux d'intérêt variable</u>	<u>Total</u>
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	212 366	-	212 366
Passifs financiers			
Dettes	465 529	-	465 529

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 4 125 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2025 (2 532 \$ en 2024).

27. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2025.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					Redressé note 24
Fonctionnement					
Taxes	2 485 210	2 452 165		2 452 165	2 335 011
Compensations tenant lieu de taxes					
Quotes-parts					
Transferts					
Services rendus	123 752	142 850		142 850	150 875
Imposition de droits	70 939	149 599		149 599	77 587
Amendes et pénalités	154 300	402 246		402 246	211 094
Revenus de placements de portefeuille	1 000	7 375		7 375	(1 699)
Autres revenus d'intérêts					
Autres revenus	15 000	46 441		46 441	92 476
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables					
Autres	1 000	2 113		2 113	1 500
Effet net des opérations de restructuration					
	2 851 201	3 202 789		3 202 789	2 866 844
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts		1 413 890		1 413 890	977 882
Imposition de droits					
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
Autres		500 000		500 000	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
Effet net des opérations de restructuration					
	2 851 201	5 116 679		5 116 679	3 844 726
		1 913 890		1 913 890	977 882

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus	24	2 851 201	5 116 679		5 116 679	3 844 726
Charges						
Administration générale	25	775 787	803 037	15 598	818 635	776 505
Sécurité publique	26	614 780	537 951		537 951	491 113
Transport	27	422 548	359 152	162 555	521 707	442 059
Hygiène du milieu	28	724 740	738 858	104 381	843 239	1 027 460
Santé et bien-être	29	19 986	19 599		19 599	9 865
Aménagement, urbanisme et développement	30	202 142	232 638		232 638	271 319
Loisirs et culture	31	132 999	126 926	82 761	209 687	244 264
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	44 182	32 681		32 681	12 015
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles						
et des actifs incorporels achetés	35		365 295 (	365 295)		
	36	2 937 164	3 216 137		3 216 137	3 274 600
Excédent (déficit) lié aux activités	37	(85 963)	1 900 542		1 900 542	570 126

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(85 963)	1 900 542	570 126
Moins : revenus d'investissement	2 (	) (	1 913 890) (	977 882)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(85 963)	(13 348)	(407 756)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		365 295	346 089
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		365 295	346 089
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	51 287) (	45 477) (	83 992)
	18	(51 287)	(45 477)	(83 992)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	15 000) (	7 557) (	)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		18 161	43 786
Excédent de fonctionnement affecté	21	143 500	158 806	197 303
Réserves financières et fonds réservés	22	8 750	8 750	(5 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(10 513)	(10 517)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	137 250	167 647	225 572
	26	85 963	487 465	487 669
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		474 117	79 913

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 913 890	977 882
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	72 827)(	70 146)
Sécurité publique	3 (	)(	)
Transport	4 (	)(	602 673)
Hygiène du milieu	5 (	226 199)(	561 935)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)
Loisirs et culture	8 (	3 030 549)(	37 482)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	3 329 575)(	1 272 236)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 135 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	7 557	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	21 754	
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	70 453	
	19	99 764	
	20	(2 094 811)	(1 272 236)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(180 921)	(294 354)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
				Redressé note 24
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	504 335	498 668	381 585
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	94 722	100 870	70 008
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	561 133	550 222	855 270
Autres biens et services	8	1 401 002	1 381 145	1 289 741
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	44 182	32 681	12 015
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	290 151	254 951	281 342
Transferts	15			
Autres	16	7 500	6 795	6 815
Autres				
Transferts	17	33 639	33 639	31 735
Autres	18	500	300	
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		365 295	346 089
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Créances douteuses	21.1		(8 429)	
	22	2 937 164	3 216 137	3 274 600
Note				

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	877 324	606 122
Excédent de fonctionnement affecté	2	247 530	243 336
Réserves financières et fonds réservés	3	142 372	220 536
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	105 157)(	115 670)
Financement des investissements en cours	5	(476 314)	(294 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	7 616 404	5 741 647
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	8 302 159	6 401 617
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	877 324	606 122
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	877 324	606 122
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Taxation des règlements d'emprunt	12.1	6 828	22 134
▪ Génératrice station de pompage	12.2	25 000	25 000
▪ Réalisation du NIM - TECQ	12.3	9 202	9 202
▪ Stationnement - Bornes	12.4	27 500	27 500
▪ Système de sécurité et caméras	12.5	16 000	16 000
▪ Budget subséquent	12.6	163 000	143 500
	13	247 530	243 336
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	247 530	243 336

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪	18.1		
	19		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	129 547	200 000
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27	6 575	5 536
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	6 250	15 000
Autres			
▪	32.1		
	33	142 372	220 536
	34	142 372	220 536

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(
Autres	39 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(
	41 (	)(
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	105 157)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(
Autres		
▪	45.1 (	)(
	46 (	105 157)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(
Autres		
▪	54.1 (	)(
	55 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	105 157)(
		115 670)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	6 758	
Investissements à financer	64 (	483 072)(	294 354)
	65	(476 314)	(294 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	9 171 456	6 207 176
Propriétés destinées à la revente	67		
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	9 171 456	6 207 176
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	9 171 456	6 207 176
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	74 (	1 555 052)(	464 432)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	)	1 097)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78		
	79 (	1 555 052)(	465 529)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)	)
	81 (	1 555 052)(	465 529)
	82	7 616 404	5 741 647

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés

1

Régimes supplémentaires de retraite

2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29,1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
•	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite

53

Autres avantages sociaux futurs

54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		1
Description des régimes et autres renseignements			
Dans le cadre du régime d'épargne-retraite, l'employeur contribue à 5% du salaire annuel brut de l'employé.			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	19 832	11 353
Autres régimes	115		
	116	19 832	11 353

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	1 746	1 944
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	5 458	6 550
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	5 458	6 550

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 843 984	1 829 989	1 728 584
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	34 268	28 194	30 322
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 878 252	1 858 183	1 758 906
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	353 140	359 100	310 309
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	192 618	193 399	196 633
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18		8 053	7 433
Service de la dette	19	61 200	33 430	61 730
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	606 958	593 982	576 105
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	606 958	593 982	576 105
	28	2 485 210	2 452 165	2 335 011

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35		
	36		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
	43		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises			
autoconsommatrices d'électricité	44		
Autres	45		
	46		
	47		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			2 872
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	9 500	13 678	7 081
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65			45 343
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	10 000	22 473	10 910
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	7 500	9 947	8 826
Activités culturelles				
Bibliothèques	85			
Autres	86			
Réseau d'électricité	87			
	88	27 000	46 098	75 032

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89		70 146
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95		469 753
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		
Réseau de distribution de l'eau potable	106		437 983
Traitement des eaux usées	107		
Réseaux d'égout	108		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		1 413 890	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		1 413 890	977 882

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	96 752	96 752	70 477
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			5 366
	140	96 752	96 752	75 843
TOTAL DES TRANSFERTS	141	123 752	1 556 740	1 128 757

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile				
Autres	149			
	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif				
Autres	155			
	156		1 105	604
	157		1 105	604
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	35 000	104 679	54 145
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	5 619	5 166	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	40 619	109 845	54 145

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	171		
Autres	172		
Autres	173		
	174		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	175		
Rénovation urbaine	176		
Promotion et développement économique	177		
Autres	178	3 453	
	179	3 453	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	180		
Activités culturelles			
Bibliothèques	181		
Autres	182		
	183		
Réseau d'électricité	184		
	185	40 619	114 403
			54 749

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	186		
Évaluation	187		
Autres	188	611	123
	189	611	123
Sécurité publique			
Police	190		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	191		
Autres	192		
Sécurité civile	193		
Autres	194		
	195		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	196		
Enlèvement de la neige	197		
Autres	198		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	199		
Transport adapté	200		
Transport scolaire	201		
Autres	202		
Autres	203		
	204		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205		
Réseau de distribution de l'eau potable	206		
Traitement des eaux usées	207		
Réseaux d'égout	208		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	209	110	
Matières recyclables	210	400	25
Autres	211		
Cours d'eau	212		
Protection de l'environnement	213		
Autres	214	860	390
	215	400	415

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	29 920	33 615	22 300
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228			
	229	29 920	33 615	22 300
Réseau d'électricité				
	230			
	231	30 320	35 196	22 838
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	70 939	149 599	77 587

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	4 300	8 305	5 204
Droits de mutation immobilière	234	150 000	393 941	205 890
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	154 300	402 246	211 094
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	1 000	7 375	(1 699)
REVENUS DE PLACEMENTS				
DE PORTEFEUILLE	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	15 000	46 441	92 476
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249		500 000	
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	1 000	2 113	1 500
	252	1 000	502 113	1 500
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025			Réalisations 2025		Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	116 320	101 414	101 414	111 377	111 377
Greffé et application de la loi	2	25 000	9 764	9 764	9 764	(3 150)
Gestion financière et administrative	3	618 518	676 908	15 598	692 506	613 517
Évaluation	4	8 567	8 335	8 335	8 335	49 799
Gestion du personnel	5	1 000	991	991	991	
Autres						
- Autres	6.1	6 382	5 625	5 625	5 625	4 962
	7	775 787	803 037	15 598	818 635	776 505
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	256 255	168 040	168 040	168 040	166 745
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	342 755	350 911	350 911	350 911	307 237
Sécurité civile	11	10 386	6 582	6 582	6 582	4 437
Autres	12	5 384	12 418	12 418	12 418	12 694
	13	614 780	537 951	537 951	537 951	491 113
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	193 576	131 512	162 555	294 067	246 555
Enlèvement de la neige	15	175 833	173 816		173 816	146 899
Éclairage des rues	16	14 500	13 083		13 083	16 339
Circulation et stationnement	17	5 000	7 102		7 102	531
Transport collectif						
Transport en commun	18	33 639	33 639		33 639	31 735
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	422 548	359 152	162 555	521 707	442 059

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	283 359	256 707		256 707	579 629
Réseau de distribution de l'eau potable	24	46 652	124 239		186 812	105 613
Traitement des eaux usées	25			62 573		
Réseaux d'égout	26	164 936	153 427	41 808	195 235	153 915
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	26 600	25 807		25 807	26 249
Élimination	28	43 400	42 107		42 107	41 400
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	5 491	2 685		2 685	32 853
Tri et conditionnement	30					6 598
Matières organiques						
Collecte et transport	31	73 768	71 901		71 901	65 898
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34	43 398	47 522		47 522	6 354
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	23 136	1 615		1 615	670
Protection de l'environnement	38	14 000	12 848		12 848	8 281
Autres	39					
	40	724 740	738 858	104 381	843 239	1 027 460
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	19 986	19 599		19 599	9 865
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	19 986	19 599		19 599	9 865

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
	46	156 832	190 147		190 147	231 303
Aménagement, urbanisme et zonage						
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	19 294	17 009		17 009	16 379
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	26 016	25 482		25 482	23 637
	53	202 142	232 638		232 638	271 319
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	42 800	40 361	26 331	66 692	59 788
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 000	1 905		1 905	10 798
Piscines, plages et ports de plaisance	56	300		3 587	3 587	3 757
Parcs et terrains de jeux	57	65 550	61 411	52 843	114 254	146 836
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	5 000	7 215		7 215	7 651
	61	116 650	110 892	82 761	193 653	228 830
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	11 500	11 282		11 282	11 198
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	4 849	4 752		4 752	4 236
	67	16 349	16 034		16 034	15 434
	68	132 999	126 926	82 761	209 687	244 264

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
	FRAIS DE FINANCEMENT					
	Dettes à long terme					
	Intérêts	70	44 182		31 585	10 842
	Autres frais	71		1 096	1 096	1 173
	Autres frais de financement					
	Avantages sociaux futurs	72				
	Autres	73				
		74	44 182	32 681	32 681	12 015
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		365 295 (	365 295)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Village de Vaudreuil-sur-le-Lac | 71090 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	226 199	561 935
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		602 673
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		37 482
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	45 967	70 146
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	24 380	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	47 660	
Terrains	20	2 985 369	
Autres	21		
	22	3 329 575	1 272 236

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	226 199	561 935
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5		640 155
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	3 103 376	70 146
	12	3 329 575	1 272 236

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	22 134		15 306	6 828
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	75 492	28 375	28 392	75 475
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	367 903	1 106 625	1 779	1 472 749
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	465 529	1 135 000	45 477	1 555 052
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	465 529	1 135 000	45 477	1 555 052
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	465 529	1 135 000	45 477	1 555 052

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	1 555 052	465 529
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	483 072	294 354
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	6 828	22 134
Débiteurs	8		
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 031 296	737 749
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13		
Endettement net à long terme	14	2 031 296	737 749
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	141 511	35 387
Communauté métropolitaine	16	47 365	32 850
Autres organismes	17	305 000	293 000
Endettement total net à long terme	18	2 525 172	1 098 986
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 525 172	1 098 986
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	8 317	8 160	49 651
Autres	3	28 600	25 303	22 884
Sécurité publique				
Police	4	1 164	1 131	1 083
Sécurité incendie	5	3 381	3 465	2 181
Sécurité civile	6			
Autres	7	2 570	9 844	9 788
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	117 657	115 305	111 063
Cours d'eau	13	23 136	1 615	670
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	17 486	18 519	19 070
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	37 681	30 174	20 700
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	39 501	36 683	34 208
Autres	21	5 809		5 808
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	4 849	4 752	4 236
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	290 151	254 951	281 342

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 329 575	1 272 236
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 329 575	1 272 236

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Cadres et contremaîtres	1	2,00	3 376,50	217 682	45 262	262 944
Professionnels	2					
Cols blancs	3	4,00	5 842,32	217 605	45 245	262 850
Cols bleus	4					
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	6,00	9 218,82	435 287	90 507	525 794
Élus	9	7,00		63 381	10 363	73 744
	10	13,00		498 668	100 870	599 538

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	136 353		31 497	1 388 890	1 556 740
	7	136 353		31 497	1 388 890	1 556 740

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		844
	4		844
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	4 491	3 160
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	4 491	3 160
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	168	256
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	153	214
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	321	470
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	27 869	7 541
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	27 869	7 541
Réseau d'électricité	42		
	43	32 681	12 015

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mario Tremblay	1.1	Maire	13 872	6 936	8 622	4 307
Martine André	1.2	Conseiller	3 854	1 927		
Najah Zaoude	1.3	Conseiller	3 854	1 927		
Jean Barrette	1.4	Conseiller	4 625	2 312		
Jacques Ostigny	1.5	Conseiller	4 625	2 312		
Gilles Massey	1.6	Conseiller	4 625	2 312		
Ian Dellner	1.7	Conseiller	3 854	1 927		
Isabelle Mayer	1.8	Conseiller	771	385		
Francis Ruest	1.9	Conseiller	771	385		
Suzanne Lapointe	1.10	Conseiller	771	385		
	2		41 622	20 808	8 622	4 307

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 200 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☐ ☒ X

48 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ X ☐

50 _____ 393 941 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒ X

52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

53 ☐ ☒

54 _____ \$

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

55 ☐ ☒

56 _____ \$

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

57 ☐ ☒

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

59 ☐ ☒

60 ☐ ☐

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

61 ☐ ☒

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

63 ☐ ☒

64 _____ \$

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

65 ☐ ☒

66 _____ \$

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

67 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

68 _____ \$

b) autres formes d'aide

69 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

70 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

71 _____ \$

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

72 ☒ ☐

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

73 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025

74 _____ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025

75 _____ \$

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

76 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

77 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

 Systèmes de sécurité

78 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien préventif

79 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien palliatif

80 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien préventif

81 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien palliatif

82 _____ \$

 Systèmes de drainage

83 _____ \$

 Abords de routes

84 _____ \$

 Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

85 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

86 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

87 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

88 _____ \$

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 2020-04-302

b) Date d'adoption de la résolution

93 2020-04-09

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|----|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 52 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|---|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | ☒ X ☐ |
|--|-----|---|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux règles intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Danielle Coupal

Adresse courriel du directeur général

10 dg@vsll.ca

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2026

Village de Vaudreuil-sur-le-Lac | 71090 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	1 896 440
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	98 961
---------------------	---	--------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Réserve financière pour le service de l'eau	5	
---	---	--

Réserve financière pour le service de la voirie	6	
---	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	7	
---------------------	---	--

Activités de fonctionnement	8	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	9	
----------------------------	---	--

Autres

	10	
--	----	--

	11	
--	----	--

		1 995 401
--	--	-----------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	12	359 288
-----	----	---------

Égout	13	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	14	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	15	188 500
----------------------	----	---------

Transport en commun - Taxe sur l'immatriculation	16	
--	----	--

Autres	17.1	
--------	------	--

Centres d'urgence 9-1-1	18	
-------------------------	----	--

Service de la dette	19	24 530
---------------------	----	--------

Pouvoir général de taxation	20	
-----------------------------	----	--

Activités de fonctionnement	21	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	22	
----------------------------	----	--

	23	
--	----	--

		572 318
--	--	---------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	24	
--------------------------------------	----	--

Autres	25	
--------	----	--

	26	
--	----	--

	27	
--	----	--

		572 318
--	--	---------

	28	
--	----	--

		2 567 719
--	--	-----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

1

Immeubles de la Société québécoise des infrastructures

2

Compensations pour les terres publiques

3

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux

4

Cégeps et universités

5

Écoles primaires et secondaires

6

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

7

8

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière

9

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification

10

Taxes d'affaires

11

12

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière

13

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification

14

15

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité

16

Autres

17

18

19

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
1	Taxe foncière générale (taux unique)	x	/100 \$					
2	Taxe foncière générale (taux variés)							
3	Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle							
4	(résidentielle et autres)	415 225 669 x	0,3481/100 \$	1 445 401				
5	Sous-catégories résidentielles	x	/100 \$					
6	Immeubles non résidentiels	4 731 131 x	1,3390/100 \$	63 350				
7	Immeubles industriels	15 199 400 x	1,7613/100 \$	267 707				
8	Terrains vagues desservis							
9	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$					
10	Autres	11 489 200 x	1,0443/100 \$	119 982				
11	Immeubles forestiers	x	/100 \$					
12	Immeubles agricoles	x	/100 \$					
13	Total			1 896 440	()	()		1 896 440
Taxes spéciales								
14	Service de la dette (taux unique)	446 645 400 x	0,0209/100 \$	98 961				
15	Service de la dette (taux variés)							
16	Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle							
17	(résidentielles et autres)	x	/100 \$					
18	Sous-catégories résidentielles	x	/100 \$					
19	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$					
20	Immeubles industriels	x	/100 \$					
21	Terrains vagues desservis							
22	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$					
23	Autres	x	/100 \$					
24	Immeubles forestiers	x	/100 \$					
25	Immeubles agricoles	x	/100 \$					
26	Total			98 961	()	()		98 961

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
 (en dollars)

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
(résidentielles et autres)	22	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30			(	)	(	)	
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
(résidentielles et autres)	32	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40			(	)	(	)	
Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%	(	)	(	)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____ \$
Égout	2	_____ \$
Eau et égout	3	_____ 385,00 \$
Traitement des eaux usées	4	_____ \$
Matières résiduelles	5	_____ 376,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Piscine permanente	6.1 120,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Commerces avec compteur	6.2 935,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Plus 1,4914 par mètre cube
Autres compteurs	6.3 1,0651	7 - autres (préciser)	Mètre cube
Industriel - Eau potable	6.4 1,2386	7 - autres (préciser)	Mètre cube
Industriel - Eaux usées	6.5 0,7700	7 - autres (préciser)	Mètre cube
Filtration - Épuration	6.6 270,0000	7 - autres (préciser)	Unité d'évaluation
Bacs de déchets domestiques 360 litres	6.7 140,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Bacs de matières organiques 240 litres	6.8 130,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Licence pour chien	6.9 20,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Règlement 273	6.10 0,0053	2 - du mètre carré	
Règlement 324	6.11 16,1018	3 - du mètre linéaire	
Règlement 352	6.12 1,0046	2 - du mètre carré	
Règlement 385-2024	6.13 55,3300	7 - autres (préciser)	Résidence riveraine au Boisé

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
 (en dollars)

Non audité					
		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis	
				Immeubles non résidentiels	Autres
					Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière					
	1	63 350	267 707		119 982
Générales	2				
De secteur	3				
Autres					
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	18 299	77 327		34 657
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	81 649	345 034		154 639

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité			Immeubles forestiers	Résidentielle		Total
				Résidentielles	Agriculture Résidences	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1			1 544 362		1 995 401
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4			24 530		24 530
Autres	5			417 505		547 788
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8			1 986 397		2 567 719

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026, les mesures fiscales suivantes?		
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM		
▪ Pour la taxe foncière générale	1 ☒	☐
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	2 ☐	☒
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM	3 ☐	☒
▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	4 ☐	☒
▪ Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	5 ☐	☒
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.64.26 LFM	6 ☐	☒
▪ Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM		
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	7 ☐	☒
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	8 ☐	☒
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	9 ☐	☒
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2026 :	10 _____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2026 :	11 _____	\$
g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM	12 ☐	☒

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

- h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM
- 13 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total prévu en 2026
- 14 _____ \$
- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.
- i) Imposition d'une taxe sur toute unité d'évaluation qui comprend une terre à vocation agricole exploitable mais non exploitée en vertu des articles 244.75 à 244.78 LFM
- 15 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total prévu en 2026
- 16 _____ \$
- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.
2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation
- Taux unique ou taux sectoriel uniformisé
- Taxe foncière générale
- 17 _____
- Taxes spéciales
- Service de la dette
- 18 _____ 0,0209
- Activités de fonctionnement
- 19 _____
- Activités d'investissement
- 20 _____
- Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé
- Taxe foncière générale
- 21 _____ 0,3481
- Taxes spéciales
- Service de la dette
- 22 _____
- Activités de fonctionnement
- 23 _____
- Activités d'investissement
- 24 _____
3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?
- 25 ☐ ☒
4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026 :
- a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM
- 26 ☐ ☒
- b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM
- 27 ☐ ☒
- Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.
5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2026 pour des exploitations agricoles enregistrées?
- 28 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant.
- 29 _____ \$
6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)
- 30 _____ \$
7. Date d'adoption du budget par le conseil
- 31 _____ 2026-01-19
8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)
- 32 _____ 3 112 884 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	33	<u>60 187 \$</u>
10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	34	<u>63 304 \$</u>
11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	35	<u>\$</u>